

## CONSULTATION DES ENTREPRISES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

## MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

#### **Travaux mécaniques de restauration écologique dans l'Ain :**

(ENS du marais de Vaux, ENS des marais de la Versoix, Bas-monts de Vesancy, tourbière de Crotel, ENS de la combe de Cerin à Ambléon).

Juin **2021**

## CONSULTATION DES ENTREPRISES

**Travaux mécaniques de restauration écologique dans l'Ain :**

ENS du marais de Vaux, ENS des marais de la Versoix, Bas-monts de Vesancy, tourbière de Crotel, ENS de la combe de Cerin à Ambléon

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

*Programme réalisé avec le soutien de :*



## MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

## **Pouvoir adjudicateur**

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes  
2 rue des Vallières  
La Maison Forte  
69390 VOURLES  
Téléphone : 04 72 31 84 50  
Télécopie : 04 72 31 84 59

<https://www.cen-rhonealpes.fr/>

## **Objet du Marché**

**Travaux mécaniques de restauration écologique dans l'Ain : ENS du marais de Vaux, ENS des marais de la Versoix, Bas-monts de Vesancy, tourbière de Crotel, ENS de la combe de Cerin à Ambléon.**

## **Procédure de passation**

Marché à procédure adaptée selon les articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

## **Personne compétente pour la signature du présent marché**

Monsieur Jean-Yves Chetaille, Président du CEN Rhône-Alpes *ou* son représentant dûment habilité

## **Date limite de réception des offres**

***Jeudi 15 juillet 2021 à 7h00***

## Table des matières

Article 1 - Objet du marché .....	5
Article 2 - Procédure de passation et consistance du marché .....	5
Article 3 - Intervenants.....	5
Article 4 - Pièces constitutives du marché .....	6
Article 5 – Taxe sur la Valeur Ajoutée .....	7
Article 6 - Prix .....	7
Article 7 - Règlement des comptes du titulaire.....	7
Article 8 – Délais d’exécution – Durée du marché .....	9
Article 9 - Pénalités.....	9
Article 10 – Suspension, arrêt de l'exécution des prestations .....	9
Article 11 - Assurances .....	10
Article 12 – Continuité d’exécution.....	10
Article 13 - Secret professionnel et obligation de discrétion .....	10
Article 14 - Dérogations aux documents généraux.....	10

## Article 1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières a pour objet la réalisation de travaux de restauration et d'entretien de la végétation (broyage, fauche, arrachage, bûcheronnage).

Les sites d'exécution du marché se situent sur les communes de Grilly, Divonne-les-Bains, Vesancy, Plateau d'Hauteville, Groslée, Marchamp dans le Département de l'Ain (01).

Les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## Article 2 - Procédure de passation et consistance du marché

### 2.1. Procédure de passation

Marché à procédure adaptée selon les articles L.2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

### 2.2. Décomposition en lots

Le marché est réparti en six lots :

<b>Lot</b>	<b>Désignation</b>
N°1	Broyage de la végétation à Vesancy
N°2	Broyage de la végétation au marais des Bidonnes (ENS des marais de la Versoix)
N°3	Broyage de la végétation au marais de Prodon (ENS des marais de la Versoix)
N°4	Broyage de la végétation post-restauration sur l'ENS du marais de Vaux
N°5	Broyage de la végétation sur la tourbière de Crotel
N°6	Broyage de la végétation sur l'ENS de la combe de Cerin à Ambléon

## Article 3 - Intervenants

### 3.1. Maitrise d'ouvrage

Le maitre de l'ouvrage est :

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes  
2 rue des Vallières  
La Maison Forte  
69390 VOURLES

Le représentant du pouvoir adjudicateur est M. Jean-Yves Chetaille, président du CEN Rhône-Alpes

### **3.2. Titulaire du marché**

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sont précisées sur l'acte d'engagement.

### **3.3. Devoir de vérification et devoir de conseil**

Le Maître d'Ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile pour l'exécution de son marché. Le titulaire est responsable de la vérification des documents ou des informations transmises par le Maître d'Ouvrage lequel est exonéré de toute responsabilité et ne pourra être mis en cause à quelque titre que ce soit du fait de ces documents ou informations.

Le titulaire reconnaît avoir eu toute latitude pour inspecter et examiner le site et ses environs, et les informations disponibles afférentes. Le titulaire reconnaît avoir un devoir de conseil plein et entier vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire communique au Maître d'Ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait le seul destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'Ouvrage. Notamment, le titulaire devra informer le Maître d'Ouvrage si les documents transmis par ce dernier et, systématiquement analysés, lui semblent susceptibles d'être inexacts ou incomplets. Il fera alors toutes les suggestions nécessaires au Maître d'Ouvrage pour permettre à ce dernier de procéder aux investigations complémentaires nécessaires à la mise à jour des documents transmis.

### **3.4. Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans ce cas, le titulaire renseignera l'Acte d'Engagement et les pièces qui y sont mentionnées. En aucun cas le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu au paiement d'un sous-traitant, quel que soit le rang et les motifs de sa demande, au-delà de l'assiette de son paiement direct telle qu'elle résultera de l'agrément de ses conditions de paiement.

Toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement au stade de l'exécution du marché, sera transmise en recommandé avec accusé de réception au maître d'ouvrage.

Les sous-traitants, quel que soit leur rang, ne peuvent être déclarés, en toutes circonstances, sans l'accord du titulaire.

## **Article 4 - Pièces constitutives du marché**

Les documents contractuels régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement selon le modèle fourni ci-joint ;
- le présent CCAP ;
- le CCTP, daté, signé et paraphé sur chaque page ;
- le cahier des clauses administratives générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FC&S) ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière en réponse aux exigences de la présente consultation, datée, signée et paraphé sur chaque page.

Seuls les originaux détenus par le Maître d'Ouvrage font foi.

## Article 5 – Taxe sur la Valeur Ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Le taux applicable de la TVA est celui en vigueur à la date de remise des offres. En cas de modification de ce taux en cours d'opération, le nouveau taux sera appliqué.

## Article 6 - Prix

### 6.1. Forme du prix

La prestation est établie sur la base de prix forfaitaires pour les lots 1 à 5 et de prix unitaires pour le lot 6.

Les prix sont fermes et non actualisables.

### 6.2. Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre ; ce mois est appelé « mois M0 ».

### 6.3. Modalités de révision des prix

Sans objet.

## Article 7 - Règlement des comptes du titulaire

### 7.1. Règlement des comptes

Le titulaire remettra une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes, notamment le descriptif des prestations effectuées, leur montant et la période d'exécution.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le numéro et la date du marché, le n° du lot concerné ;
- la dénomination de la prestation ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation ;

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues en créditant le compte indiqué dans l'acte d'engagement.

Les factures sont adressées par voie électronique à l'adresse mail :

[comptabilite@cen-rhonealpes.fr](mailto:comptabilite@cen-rhonealpes.fr)

En indiquant l'adresse de facturation suivante :

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes  
2 rue des Vallières  
La Maison Forte  
69390 VOURLES

Le paiement se fera par virement ou chèque.

Le financement du marché et les dépenses qui en résultent pour l'année 2020 sont assurés par le budget général du maître d'ouvrage et par des financements obtenus auprès de l'Agence de l'eau RMC, du Département de l'Ain, de l'Office Français de la Biodiversité, et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

#### **7.2. Délai de paiement**

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de paiement du présent marché.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 45 jours à compter de la fin du mois de la réception de la facture.

#### **7.3. Intérêts moratoires**

Le dépassement du délai de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le(s) sous-traitant(s), le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € seront payés dans les 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **7.4. Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement**

En cas de co-traitance ou de sous-traitance avec paiement directement du sous-traitant, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes d'acompte et les projets de décompte, et à accepter les décomptes. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Les pénalités ou retenues sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente des indications relatives aux pénalités et retenues, celles-ci sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération n'engage le Maître d'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.



## Article 8 – Délais d'exécution – Durée du marché

Le marché débute à compter de la date indiquée dans la lettre de notification d'attribution du marché pour une durée de 4 mois.

Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service de démarrage des prestations.

Les délais de chaque phase sont fixés dans les conditions proposées par le titulaire dans l'offre technique.

Ces délais n'intègrent pas la période de validation de la maîtrise d'ouvrage, qui est de deux semaines.

Les délais intègrent les périodes de congés annuels.

## Article 9 - Pénalités

En cas de retard dans la remise des documents d'études, et par dérogation à l'article 14 du CCAG, le titulaire encourt une pénalité de retard fixée forfaitairement à 50 € par jour calendaire de retard.

Les pénalités et retenues sont encourues sur simple constatation du Maître d'Ouvrage, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire n'a pas transmis au Maître d'Ouvrage les documents ou effectué les vérifications dans les délais prescrits, le Maître d'Ouvrage peut le mettre en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai qui marque la fin de l'application des pénalités précitées, le Maître d'Ouvrage peut faire établir les documents et effectuer les vérifications aux frais et risques du titulaire défaillant.

### **Pénalités pour travail dissimulé**

En application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire sera soumis à une pénalité égale à 10 % du montant du marché pour lequel s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Cette pénalité sera cependant plafonnée au montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

## Article 10 – Suspension, arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interrompre les prestations dues au titre du présent marché pour quelque raison que ce soit, avec un préavis d'un mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette décision n'a pas à être motivée.

Seul le montant correspondant à la part des prestations réellement effectuées par le titulaire fait l'objet d'un paiement.

La résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur n'est accompagnée d'aucune indemnité de résiliation et ce quelle que soit la cause de résiliation.

## Article 11 - Assurances

### 11.1. Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire certifie qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle.

### 11.2. Justificatifs des polices d'assurance

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de l'intervention de ses sous-traitants.

## Article 12 – Continuité d'exécution

Pour respecter son obligation d'exécution continue du marché, le prestataire qui viendrait à faire défaut (cessation d'activité,...) devra prévenir le maître d'ouvrage dès que possible et proposera trois sociétés en remplacement, sous réserve de compenser le préjudice subi.

## Article 13 - Secret professionnel et obligation de discrétion

Le soumissionnaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ce sujet et toute remise de documents à des tiers étrangers à l'opération sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

Le soumissionnaire se porte garant du respect par son personnel de cette obligation de confidentialité.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation des prestations.

Les informations divulguées par les candidats garderont un caractère confidentiel. Les candidats ne peuvent disposer d'informations sur les offres de leurs concurrents.

## Article 14 - Dérogations aux documents généraux

L'article 9 – Pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FC&S.

A ....., Le .....

Le candidat,

*(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qui la représente)*